



Réorganisation des UTAS : 380 postes à la mobilité obligatoire ! 1^{ère} étape d'un nouveau plan social ? ➔ **TOUS MOBILISÉS !**



Depuis plus de cinq mois, l'administration met progressivement en place sa réorganisation des UTAS. **Aujourd'hui, les « bourses à la mobilité » vont commencer.**

Le 17 octobre, ce projet a été présenté au Comité Technique pour avis !

Malgré les questions croisées des représentants CGT et FO, aucune réponse n'a été apportée par la collectivité, ni garanties sur les effectifs, missions et sites.

Nous nous félicitons que les représentants des syndicats FO, CGT et SUD aient voté CONTRE ce plan.

Ce vote CONTRE sera un point d'appui pour TOUS les salariés qui refusent la destruction du service public et de l'emploi au Département.

Le 10 novembre, le dossier est présenté pour avis au CHSCT !

Aucune étude de l'impact de la réorganisation des UTAS sur la santé et la sécurité des agents n'est présentée dans le dossier. Il s'agit des mêmes documents que ceux présentés lors du CT ! Pour nous, le CHSCT ne peut donc émettre un avis éclairé sur ce dossier !

La Direction se contente de présenter un dossier, sans aucune analyse ni évaluation des risques professionnels.

C'est inacceptable !

La collectivité ne répond pas sur les réels motifs de cette énième réorganisation, qui s'inscrit clairement dans un projet global d'économies budgétaires. Elle vise à réduire les effectifs et, par voie de conséquence, le service public, en contribuant ainsi à la maltraitance des agents :

- **Développement de la polyvalence** géographique et fonctionnelle (intervention sur le territoire, au moins, du « groupement de CMS »...),
- **Aggravation des charges de travail** pour tous les agents (de nombreuses suppressions de postes et de missions, déplacements plus nombreux encore...)
- **Désinformation, mise en concurrence des professionnels**, instauration d'un **climat particulièrement anxiogène** pour toutes les équipes,...
- **Opacité totale** sur les objectifs poursuivis pour le service public et en termes d'économie budgétaire,
- **Éloignement des usagers** et disparition progressive des missions d'accueil du public...

Ne nous y trompons pas !

Après la suppression progressive du service des sports, la fermeture des MDD, la suppression de postes à la Direction des Routes, la fermeture de la documentation sociale du Havre, la fermeture d'un collège, après les mutualisations et co-sectorisations...

↪ **La Collectivité prévoit maintenant d'obliger TOUS les agents des UTAS à postuler sur l'ensemble du département et sur 5 fonctions différentes.**

Et elle ose appeler cela des VŒUX ??!!

↪ **Il s'agit bien d'un plan social au sein du Conseil Départemental 76.**

Cela s'inscrit dans un plan national de casse des services publics (Pôle emploi, sécurité sociale, hôpitaux,...)

La CGT, FO et SUD ont demandé le report du dossier prévu au CHSCT du 10 novembre (portant sur la réorganisation), à une date ultérieure dans l'attente d'éléments complémentaires.

NOUS NE SOMMES PAS DUPES : aujourd'hui, c'est une partie du Pôle Solidarités, demain, les autres services et Directions seront touchés ! Le « plan collèges » prévoit la fermeture de plusieurs établissements...**Prochaine étape ?**

↳ **Ensemble, faisons barrage à ces plans !**

**Nous demandons le retrait de ce plan
et l'annulation des « bourses à la mobilité » !**

↳ **ENSEMBLE**, exigeons les garanties pour les services publics départementaux et les conditions de travail des agents au CD76 !

**PARCE QUE LA MOBILISATION EST NOTRE FORCE,
TOUS EN GREVE
le 16 Novembre prochain !**

Pourquoi, le mercredi 16 novembre ?

↳ **Pour nous adresser aux élus départementaux**, qui doivent siéger en séance plénière sur les orientations budgétaires !

Venez nombreux

→ **dès 8h30** devant **l'HDD**, quai Jean Moulin à ROUEN

→ **puis à partir de 10 heures, à la Halle aux Toiles à Rouen, les syndicats FO et CGT invitent les agents mobilisés** à venir débattre et décider des initiatives à prendre dans l'unité et des suites à donner pour faire échec à ce plan !

La CGT et FO ont déposé un préavis de grève pour permettre à l'ensemble des agents de la Collectivité de participer à la mobilisation !

Lundi 07 novembre 2016